Fiche de connaissances

Le point géopolitique

Ce qu'il faut savoir sur la France en 2015.

UNE ECONOMIE EN MAL DE REPRISE.

La France cherche sa reprise. Les chiffres sont scrutés à la loupe, les indices décortiqués mais rien ne dit que la reprise française puisse se confirmer enfin avec netteté. Le très bon résultat du premier trimestre 2015 -0.7%- laissait augurer un redémarrage puissant en mesure d'inverser enfin la courbe du chômage. L'INSEE tablait encore sur 0.3% pour le deuxième trimestre mais le démenti du mois d'août a été cuisant et la France a désespérément stagné, l'investissement a encore reculé et la consommation des ménages s'essouffle. Les prévisions récentes annoncent une croissance de 1.2% pour l'année 2015, ce qui serait la plus forte hausse depuis 2011, une reprise amplifiée en 2016.

Au-delà des chiffres et des pronostics, on voit bien que l'économie française est à la traîne de la croissance européenne, qu'elle n'assure pas le rôle d'entraînement qui sied à la deuxième économie de la zone EURO. L'absence de reprise vigoureuse de l'investissement montre que les patrons français restent dans l'attentisme et que l'économie nationale n'est pas suffisamment en phase avec l'innovation, les transformations du travail, l'avènement du numérique et la mise en œuvre d'une nouvelle donne énergétique et environnementale. Ce n'est pas tant la sortie de crise qui est en jeu, c'est surtout l'entrée dans l'économie nouvelle, mondialisée et numérisée, qui tarde à se concrétiser.

Le changement fondamental pour la France par rapport à son positionnement économique traditionnel, c'est qu'elle n'est plus dans le peloton de tête des pays moteurs et innovants…Certes, on peut souligner que la France conserve un réseau d'ingénieurs performants et appréciés dans le monde entier notamment dans l'aéronautique, mais l'envie d'aller de l'avant conduit plus à quitter le territoire français qu'à y investir durablement et l'alourdissement fiscal des années Hollande a accentué une forme de désillusion et de démotivation sans parler de l'idée fort simple que la dette publique plombe l'économie du pays pour des décennies. Des prélèvements obligatoires à plus de 45%, des dépenses publiques qui s'établissent à 57% le tout par rapport au PIB…ces composantes ou inconvénients du fameux modèle français contribuent à peser sur l'économie nationale d'autant plus que l'efficacité de l'Etat, des collectivités locales et des services publics et des entreprises nationales est très largement remise en question.

Les résultats du commerce extérieur traduisent les faiblesses actuelles de l'économie française-déficit de 60.8 Mds d'euros en 2013 et de 53.8 Mds d'euros en 2014, déficit compensé aux deux tiers par l'excédent de la balance des services. En 2015, le déficit devrait se réduire puisqu'il se limite à 21.7 milliards d'euros au premier semestre mais il faut rappeler que la baisse de l'euro et le faible prix des produits pétroliers constituent des atouts exceptionnels et qu'il ne

© EduKlub SARL.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Extrait gratuit de document, le document original comporte 7 pages.

s'agit pas d'une amélioration de la compétitivité structurelle de l'économie française. Dans le même temps- et il ne s'agit pas d'un paradoxe- la faiblesse compétitive française est récente puisque la France de 1992 à 2003 a connu un excédent commercial régulier –sans compter celui des services- avec un Franc français solide et avec des augmentations de salaires maîtrisées et un effort soutenu de recherche-développement. Cela montre d'ailleurs que le virage de la désinflation compétitive menée par Pierre Bérégovoy à Rivoli et à Bercy a obtenu des résultats probants dont les fruits ont été largement négligés et dilapidés ensuite. Il est vrai que la politique économique de la France depuis 2012 place l'exigence de compétitivité des entreprises au coeur de l'action gouvernementale avec le CICE et le Pacte de responsabilité et qu'il y a donc une forme de continuité entre Bérégovoy et Macron. La différence c'est le manque de crédibilité de la politique actuelle dont les succès sont limités et le défaitisme qui l'accompagne.

Le défaitisme caractérise le mieux l'état économique du pays. Autant la France croyait en elle-même jusqu'à l'orée des années 2000, autant la crise dite des subprimes a fait remonter tous les poisons délétères de l'esprit français qui affectent notamment la sphère économique. La débâcle française s'enracine dans le vieux fond défaitiste avec les mêmes ingrédients qu'en 1940…l'incapacité à comprendre les changements du monde, le poids nostalgique du passé, le complexe par rapport à l'Allemagne, un déclinisme honteux et culpabilisateur ressassé à l'envi.

La France a clos sa dernière grande période de croissance-sous Jospin-par le vote de la loi des 35 heures, célébrée comme l'avènement de la civilisation du temps libre et la panacée face au chômage, qui n'a pas du tout contribué à renforcer la compétitivité des entreprises du pays. Le deuxième mandat de Jacques Chirac a été fondé sur l'idée que la consommation intérieure devait tirer la croissance par l'augmentation régulière et généreuse du SMIC, elle-même génératrice d'augmentation forte de tous les salaires et du coût du travail. Dans le même temps, le chancelier Schroeder réformait le modèle social allemand et adaptait la puissance industrielle du pays à la mondialisation. La France célébrait un nouveau modèle économique post-industriel avec l'idée que les services marchands allaient permettre de compenser la perte des emplois industriels et que la vraie richesse du pays, c'est le patrimoine qui ne ment pas, comme la terre idéalisée du maréchal Pétain. Tout cela avec une monnaie forte qui préserve l'épargne des nantis et un mépris affiché pour les jeunes générations et l'avenir productif du pays. Dans le même esprit, ces années 2005 et suivantes ont montré que le pays tout entier se cabrait face à l'évolution du monde et se laissait endormir par la tentation du repli avec le rejet de la constitution européenne, la montée de la xénophobie et la nostalgie bêlante des Trente glorieuses. La crise des années 2009-2010 et le déclin relatif du pays

© EduKlub SARL.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Extrait gratuit de document, le document original comporte 7 pages.